

## Le Canada et l'Afrique



formation du personnel de gestion, la construction d'écoles et d'instituts spécialisés, le programme hydraulique, la construction de barrages et les travaux d'irrigation, ainsi que la pêche.

Les déboursés canadiens en Afrique francophone, y compris le Maghreb, ont été de 70 millions de dollars entre 1961 et 1972 et de 350 millions entre 1972 et 1977. En 1977/1978 elles ont été de 1,1 milliard de dollars.

La plus grande partie de l'aide bilatérale a été réservée aux pays africains les plus démunis. En Afrique anglophone, les principaux pays bénéficiaires ont été le Botswana, le Lesotho, le Ghana, le Kenya, le Soudan, la Tanzanie, et la Zambie. En Afrique francophone, ce sont le Cameroun, la Côte d'Ivoire, tous les pays du Sahel, le Sénégal et le Zaïre qui en ont bénéficié. Dans tous les pays, l'ACDI a des activités intégrées qui font l'objet d'un programme de planification sur 5 à 10 ans. D'autres pays comme l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et le Congo sont des pays projets. En tout, quelque 400 projets sont actuellement en chantier en Afrique francophone.

En plus des crédits accordés aux programmes bilatéraux, des crédits sont répartis entre programmes multilatéraux et programmes spéciaux.

Les programmes d'assistance multilatérale ont l'avantage de permettre le financement de très grands projets puisque les crédits sont versés à des organismes internationaux. L'apport du Canada est mis en commun avec celui d'autres pays pour épauler des activités de développement dans les diverses régions du tiers-monde. Plus de 60 organismes d'exécution multilatéraux, dont le Fond africain de développement (FAD), reçoivent des fonds canadiens.

Concernant les programmes spéciaux, l'ACDI octroie des bourses et des subventions à des groupes de bénévoles canadiens appartenant à des organismes spécialisés dont elle a approuvé les projets : le Service universitaire canadien outremer (SUCO), qui envoie chaque année plusieurs centaines de bénévoles œuvrer dans les pays africains comme enseignants, médecins et techniciens, le Service administratif canadien outremer (SACO) qui

affecte dans les pays en voie de développement des cadres pour des projets à court terme. On peut aussi ajouter Jeunesse Canada Monde qui, grâce à un programme d'échanges, permet à des jeunes du Canada et de pays du tiers-monde de vivre ensemble et de travailler en commun à des réalisations régionales de développement. Il ne faudrait pas non plus oublier l'œuvre désintéressée et discrète de nombreux missionnaires canadiens qui contribuent au développement dans le secteur de l'enseignement, de la santé, de l'hydraulique et de l'agriculture.

Le Canada a son rôle à jouer dans la lutte contre le sous-développement qu'il s'agisse de petits projets au niveau d'une communauté rurale ou de rencontres internationales. Tout en œuvrant sur le plan concret dans des projets précis le gouvernement canadien redouble ses efforts pour sensibiliser les Canadiens davantage aux problèmes de développement afin que tous les Canadiens saisissent l'occasion pour collaborer à la recherche de solutions aux problèmes de sous-développement. ■



● La lutte contre le sous-développement doit être un effort quotidien.